

Événement

BOSAL (ANNEZIN) : GREVE TOTALE DEPUIS LE 15 JUIN

LE COMBAT, C'EST L'EMPLOI !

Conversations à plusieurs focales mais, avec un seul objectif, défendre l'emploi et l'outil de travail. Le local de la CGT, à Bosal Annezin, ne désemplit pas. Et pour cause. Depuis le lundi 15 juin, 6 heures, c'est la grève totale, à l'appel de toutes les organisations syndicales, CGT, CFDT, UNSA, FO, CFTC, CFE-CGC. Le danger qui pèse sur les 435 salariés de cet équipementier automobile est permanent. Devant le flou orchestré par l'administrateur judiciaire, - l'entreprise n'a qu'un très bref sursis avant la nomination d'un repreneur par le tribunal de commerce d'Arras - tous les syndicats après une brève concertation appellent à l'arrêt de travail et au blocage de l'usine. En fait, aucun camion ne peut sortir depuis lundi dernier. Aujourd'hui, le dialogue social dans des conditions de définition du rôle de chacun est mis en avant. Huit grandes revendications recouvrent les modalités d'action.



Grève totale depuis le 15 juin à Bosal, un seul but sauver le maximum d'emplois.

Photo Liberté 62

une pratique usitée par le patronat." Ce vendredi 19 juin, une audience est programmée au tribunal d'Arras sur cet épineux dossier et la date du 6 juillet est avancée aussi comme date butoir... Les effets des allongements des audiences sont nuisibles au caractère social actuel. La grève à l'unanimité des syndicats le confirme. Arnaud Buret revient sur l'arrivée éventuelle de la société Cintrax, les éléments apportés paraissent solides mais, car il y a toujours un mais, "attendons de plus amples informations plus affinées ; la diversification des produits existe chez ce repreneur qui n'est pas trop dépendant des constructeurs. La base se décline sur la quantité avec comme le veulent les actionnaires une certaine rentabilité". "L'usine est nickel, dit-il, demain, le repreneur éventuel met ses machines et tout repart aussitôt. Avec des terrains disponibles et une bonne qualification des quais pour les camions, l'usine d'Annezin est un modèle du genre. Cela, les syndicalistes le savent et savent aussi que l'administrateur judiciaire a toutes les cartes en mains. Pour la CGT, la vigilance est la plus grande détermination pour sauvegarder l'outil de travail et sauver le maximum d'emplois".

Le soutien des élus et militants du PCF

Mercredi matin, Jacques Delelis, au nom des communistes du Béthunois, a rencontré les délégués syndicaux. Il apporte son expérience et ses appréciations politiques et économiques. Jeudi matin, une large délégation d'élus et de militants communistes est venue saluer l'action des salariés de Bosal et proposer des pistes de réflexion à partir du rôle des élus du Conseil régional qui a désormais la compétence économique. La défense et la promotion de l'industrie automobile doivent figurer en première place dans le schéma de développement régional. "Toute la clarté, précisent-ils, doit être faite avec la volonté de maintenir cette usine, nécessaire à l'industrie automobile du Nord/Pas-de-Calais."

Pierre Pierros

ARNAUD BURET, délégué de la CGT, observe, avec précision, que "toute information distillée au cours des jours précédents peut changer la donne. Mais, la semaine dernière, à la CCI de Béthune, l'administrateur n'a pas été convaincant ou plutôt indécis sur les noms de deux repreneurs ; M. Cassier, un cadre supérieur de l'entreprise, (proche de l'ancien PDG Karel Bos), une société de tubes, la société Cintrax et deux entités moins crédibles. Que peut-on faire à l'heure actuelle ? La réponse est dans l'action unanime pour faire pression sur les décideurs avec une approche sociale bien définie. L'emploi et les postes de travail sont une préoccu-

pation constante. Dans un cas, l'on évoque 93 emplois maintenus, dans l'autre, 141 voire plus... L'enjeu est déterminant, car le bâtiment et les machines ont un certain prix que certains voudraient acquérir à bon compte, dans le jeu de la spéculation immobilière. Pour nous, syndicalistes de la CGT, il s'agit avant tout d'exiger le maximum de postes de travail. Depuis le début de janvier 2009, tout est chamboulé avec le redressement judiciaire prononcé à Arras. Le combat, c'est l'emploi."

L'activité du pot d'échappement, la spécialité de Bosal, battrait-elle de l'aile ? Certes pas, mais le redéploiement pratiqué à outrances et une certaine forme de délocalisation ont amené des pertes énormes de production à partir du site d'Annezin. Les potentialités industrielles existent mais la filière est condamnée

dans sa forme actuelle. L'ancienne entité a vécu.

Deux domaines d'activités existent, la "première monte", pour l'industrie automobile, principalement pour Renault (propriétaire des presses et de nombreuses machines), Peugeot et "after market", pour les pièces de rechanges. Aussi, Renault et Peugeot ont un rôle à assumer dans le redéploiement de l'activité de Bosal. C'est une conviction partagée par tous les syndicalistes. Il n'est pas question de faire entrer le loup dans la bergerie, mercredi dernier, devant la grille principale, les salariés sont excédés devant tout ce gâchis, à l'image de Georges Marchetti, 14 ans d'ancienneté, qui doute sur son avenir dans l'usine. "J'en veux énormément à Sarkozy qui ne parle que défense de l'emploi et ne fait strictement rien. Je suis en colère et

beaucoup plus que cela. L'État ne fait rien pour nous."

Depuis 1978

Bosal existe dans le paysage industriel du Pas-de-Calais depuis 1978 ; dans les années 2000, intérimaires compris, on comptait plus de 700 personnes, aujourd'hui ce chiffre est ramené à 437 salariés, (tous collèges confondus).

Et Didier Beauchet, secrétaire de la CGT, de constater les anomalies de management : "Notre parole n'est pas pour conforter le patronat. Les enjeux sont précis, c'est le sauvetage du site d'Annezin et lui seul qui nous intéresse ; la discussion sur les primes de départ existe, néanmoins chez les salariés. On ne peut rien occulter mais refuser le fatalisme, c'est avancer vers un avenir avec des emplois. Diviser les salariés est

Édito

Pour aujourd'hui et pour demain...

MOINS de dix jours après les Européennes, et le non-vote sanction de Sarkozy par le monde du travail, voilà les ministres du Gouvernement qui sortent du bois.

Ici, pour annoncer que la privatisation de la Poste ne sera plus longtemps en panne ; là, pour prévoir la fin de la retraite à soixante ans. Là-bas, pour repousser toute

idée d'un coup de pouce sérieux au S.M.I.C. au 1^{er} juillet. Ou de ce côté, pour débloquent le projet Bachelot Hôpital, Patients, Santé, Territoires... ou encore s'attaquer au statut de la Fonction publique, etc...

Si la droite a fait main basse médiatique sur les résultats du scrutin européen, Sarkozy se sent pousser des ailes en convoquant, dans quelques jours, le congrès

du Parlement pour programmer de nouvelles réformes antisociales.

Raison de plus, pour mesurer et faire mesurer l'ampleur de la sanction du 7 juin par l'abstention massive chez les jeunes, dans les milieux populaires et le monde du travail. Une vraie manifestation de colère face au pouvoir, de doute aussi sur l'utilité du vote quand reste en mémoire vive le non-res-

pect de la victoire du NON en mai 2005, ou le vote des directives européennes ultralibérales par les députés européens socialistes avec la droite à Bruxelles ou à Strasbourg.

Dans le vote du 7 juin, il y avait aussi un message fort en direction de la Gauche, de ses blocages à vouloir construire une alternative vraie et crédible au libéralisme et prenant en compte les périls qui

menacent la planète humaine. C'est bien le moment de redire que c'est à construire cela que le P.C.F. veut être utile.

Pour créer les conditions d'un rassemblement populaire majoritaire, répondre à l'urgence sociale et combattre la crise.

Claude Vanzavelberg